

## ARRÊTÉ N°2026-14

**OBJET : mise en place d'un échafaudage  
21 rue de Rennes  
Prolongation de l'arrêté 2026-11**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les dispositions du Code de la Route et celles du Code Pénal,

**VU** la demande de prolongation d'autorisation de l'entreprise SIROUET en date du 3 février 2026,

**Considérant** qu'il nous appartient, en vertu de nos pouvoirs de police, de prendre toutes dispositions réglementaires de nature à assurer la sécurité publique dans les voies et places publiques,

### **ARRETE**

**Article 1 :** Un échafaudage sera mis en place sur le trottoir, devant la propriété située au 21 rue de Rennes pour effectuer des travaux de façade jusqu'au 28 février 2026.

Le demandeur devra porter une attention toute particulière au balisage de chantier, entièrement à sa charge, et entre autre :

- Pose de cônes de voirie sur la longueur de l'échafaudage,
- Pose de « rubalise » sur l'échafaudage sur toute la longueur et sur la hauteur,

Il devra également mettre en place les protections nécessaires pour permettre le passage piétons en toute sécurité, Toutes les dispositions devront être prises pour protéger le chantier et éviter que les matériaux ne soient projetés sur la voie publique.

La confection de béton ou mortier sur la chaussée est interdite.

**Article 2 :** Le demandeur assurera la réfection des espaces éventuellement endommagés et le bon état de propreté des abords du chantier pendant toute la durée des travaux.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier.

**Article 4 :** l'entreprise devra prendre les mesures adéquates pour permettre l'accès aux secours et aux services publics.

**Article 5 :** Le stationnement sera interdit et déclaré gênant, au droit du chantier et sur 30 mètres de part et d'autre.

**Article 6 :** L'entreprise aura la charge de la pose, du maintien et la dépose de la signalisation (diurne et nocturne) réglementaire.

**Article 7 :** L'entreprise devra prendre les précautions nécessaires afin de protéger son environnement.

Article 8 : L'entreprise devra après les travaux, enlever tout décombre de matériaux, nettoyer le chantier, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais le domaine public dans son état initial.

Article 9 : Toutes les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément à la loi.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des services de la Commune de SAINT-AUBIN-DU-CORMIER, Madame la Directrice des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie Autonome Territoriale de SAINT-AUBIN-DU-CORMIER, Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers, sont chargés chacun en ce qui les concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont il leur sera remis ampliation et qui sera publié et affiché, selon les formes prévues par l'article L 2122-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à SAINT-AUBIN-DU-CORMIER, le 3 février 2026

  
Le Maire,  
Jérôme BÉGASSE

